

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 3328

[C - 2008/29447]

28 AUGUSTUS 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 januari 1996 tot oprichting van de Pedagogische Gemeenschapscommissie, bepaald bij artikel 80 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene regeling van het hoger onderwijs in hogescholen, inzonderheid op de artikelen 80 en 81;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 januari 1996 tot oprichting van de pedagogische gemeenschapscommissie, bepaald bij artikel 80 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau van 18 juni 2008;

Gelet op het advies 44.776/2 van de Raad van State gegeven op 14 juli 2008, bij toepassing van artikel 84, §1, 1^e lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vice-Presidente, Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk onderzoek en Internationale betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Een artikel *2bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 januari 1996 tot oprichting van de pedagogische gemeenschapscommissie, bepaald bij artikel 80 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen :

« De Voorzitter van het College van Commissarissen van de Regering bij de Hogescholen of zijn afgevaardigde woont de vergaderingen van de Commissie met raadgevend stem bij. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 15 september 2008.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 augustus 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 3329

[C - 2008/29448]

28 AOUT 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles; l'article 27, alinéa 3, 1^o, l'article 39, alinéa 1, modifié par le décret du 30 juin 2006 et l'article 42, modifié par les décrets du 17 juillet 1998 et 30 juin 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 27 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 5 juin 2008;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 18 juin 2008;

Vu l'avis 44.838/2/V du Conseil d'Etat donné le 29 juillet 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article *4bis*, alinéa 2, de l'arrêté du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « Les activités d'enseignement visées au 4^o, a), de l'article 2 sont suspendues : » sont remplacés par les mots « Les activités d'enseignement visées à l'article 2, 4^o sont suspendues : »;

b) au 4^o, les mots « fixées par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « coïncidant avec les vacances en vigueur dans l'enseignement obligatoire ».

Art. 2. A l'article 6 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « Ces critères sont mentionnés dans le règlement des examens. » sont remplacés par les mots « Ces critères sont mentionnés dans le règlement des études de la Haute Ecole. »;

b) le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 3. A l'article 7, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Ces coefficients figurent dans le règlement des examens. » sont remplacés par les mots « Ces coefficients sont mentionnés dans le règlement des études de la Haute Ecole. »

Art. 4. A l'article 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) A l'alinéa 1^{er}, les mots « Le règlement des examens » sont remplacés par les mots « Le règlement des études de la Haute Ecole »;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La note inférieure à 50 % des points, attribuée pour les activités qui ne sont évaluées qu'une seule fois par année académique, est reportée en seconde session, en application de l'article 39, alinéa 3, du décret, pour l'étudiant dont le jury d'examens prononce l'ajournement. »

Art. 5. Dans l'article 9 du même arrêté, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1^{er}. L'étudiant qui, pour un motif légitime, ne peut participer à un examen à la date prévue, peut subir cet examen au cours de la même session d'examens pour autant que l'organisation des examens le permette et moyennant l'accord du Président et des membres concernés du jury d'examens.

L'étudiant qui ne présente pas un examen est assimilé en première session aux étudiants ajournés et en seconde session aux étudiants refusés. »

Art. 6. Dans l'article 11 du même arrêté, l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Les pré-requis nécessaires à la poursuite des études sont arrêtés annuellement par les autorités de la Haute Ecole, sur avis du Conseil de catégorie, et mentionnés dans le programme des études de l'année académique. »

Art. 7. Dans l'article 11bis du même arrêté, l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Les pré-requis nécessaires à la finalisation des études sont arrêtés annuellement par les autorités de la Haute Ecole, sur avis du Conseil de catégorie, et mentionnés dans le programme des études de l'année académique. »

Art. 8. Dans l'article 13 du même arrêté, l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« La présentation et la défense d'un travail de fin d'études ou d'un mémoire, s'il est prévu par le règlement des études de la Haute Ecole, constituent le dernier examen de la dernière année d'études. L'étudiant choisit de le présenter en première session ou en deuxième session. »

Art. 9. L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Par dérogation à l'article 13, alinéa 1^{er}, l'étudiant qui a réussi tous les autres examens figurant au programme de la dernière année d'études peut présenter, représenter et défendre son travail de fin d'études ou son mémoire ainsi qu'accomplir ses stages, jusqu'au plus tard le 1^{er} février de l'année académique suivante.

Pour bénéficier de cette faculté, l'étudiant doit communiquer sa décision avant le 1^{er} octobre.

Pour cet étudiant, assimilé aux étudiants ajournés, la session d'examens est alors prolongée jusqu'au 1^{er} février de l'année académique suivante. »

Art. 10. Dans l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « de la Haute Ecole » sont insérés entre les mots « règlement des études » et les mots « le prévoit explicitement ».

Art. 11. Dans l'article 18, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « lors de l'inscription aux épreuves » sont remplacés par les mots « , au plus tard un mois avant le début des épreuves »,

Art. 12. Dans l'article 23, alinéa 4, du même arrêté, les mots « le détail des résultats des évaluations des enseignements » sont remplacés par les mots « le détail de ses résultats relatif aux évaluations des enseignements ».

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur à partir du 15 septembre 2008.

Art. 14. Le Ministre ayant l'Enseignement supérieur sans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 août 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 3329

[C — 2008/29448]

28 AUGUSTUS 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene regeling van het hoger onderwijs in hogescholen; artikel 27, 3e lid, 1°, artikel 39, 1e lid, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006 en artikel 42, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 1998 en 30 juni 2006;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 mei 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 5 juni 2008;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau van 18 juni 2008;

Gelet op het advies 44.838/2/V van de Raad van State gegeven op 29 juli 2008, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4*bis*, 2e lid, van het besluit van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « De in 4°, *a)*, van artikel 2 bedoelde onderwijsactiviteiten worden opgeschort : » worden vervangen door « de in artikel 2, 4° bedoelde onderwijsactiviteiten worden opgeschort : »;

b) in 4° worden de woorden « bepaald door de Regering » vervangen door de woorden « die samenvalt met de vakantie van kracht in het leerplichtonderwijs ».

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 2, 3e lid, worden de woorden « Deze criteria worden in het examenreglement vermeld. » vervangen door de woorden « Deze criteria worden vermeld in het studiereglement van de Hogeschool. »;

b) paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 7, 1e lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « Bedoelde coëfficiënten worden in het examenreglement vermeld » vervangen door de woorden « Bedoelde coëfficiënten worden in het Studiereglement van de Hogeschool vermeld ».

Art. 4. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In het 1e lid worden de woorden « Het examenreglement » vervangen door de woorden « Het studiereglement van de Hogeschool »;

b) Het 2e lid wordt vervangen door het volgende :

« Indien het resultaat, dat toegekend wordt voor activiteiten die slechts een keer per academiejaar worden geëvalueerd, minder dan 50 % van de punten bedraagt, wordt het naar de tweede zitting overgedragen, bij toepassing van artikel 39, 3e lid, van het decreet, voor de student voor wie de examencommissieleden de verdeling uitspreken. ».

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1 vervangen door het volgende :

« Art. 9. § 1. De student die om een wettige reden niet op de bepaalde datum kan deelnemen aan een examen, mag in de loop van dezelfde zitting dat examen afleggen voor zover de inrichting van de examens zulks toelaat en mits de voorzitter en de betrokken examencommissieleden hun toestemming geven.

De student die geen examen aflegt, wordt bij de eerste zitting gelijkgesteld met de verdaagde studenten en bij de tweede zitting met de afgewezen studenten. ».

Art. 6. In artikel 11 van hetzelfde besluit, wordt het 2e lid vervangen door hetgeen volgt :

« De voorkennis die nodig is voor het doorzetten van de studies, wordt jaarlijks bepaald door de overheden van de Hogeschool, op advies van de Categorieale raad en vermeld in het studieprogramma van het academiejaar. ».

Art. 7. In artikel 11*bis* van hetzelfde artikel, wordt het 2e lid vervangen door hetgeen volgt :

« De voorkennis die nodig is voor de beëindiging van de studies, wordt jaarlijks bepaald door de overheden van de Hogeschool, op advies van de Categorieale raad en vermeld in het studieprogramma van het academiejaar. ».

Art. 8. In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt het 1e lid vervangen door hetgeen volgt :

« Het laatste examen van het laatste studiejaar bestaat in het voorleggen en verdedigen van een afstudeerwerk of eindscripție, mits het studiereglement van de Hogeschool zulks oplegt. De student kiest zijn scriptie voor te leggen bij de eerste zitting of bij de tweede zitting. »

Art. 9. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 14. In afwijking van artikel 13, 1e lid, kan de student die geslaagd is voor alle examens, voorkomend op het programma van het laatste studiejaar, zijn afstudeerwerk of de scriptie voorleggen en verdedigen of de stages volbrengen tot een datum die niet later mag vallen dan de 1e februari van het volgende academiejaar.

Om in aanmerking te komen voor deze mogelijkheid moet de student zijn beslissing vóór 1 oktober meedelen.

Voor deze student, gelijkgesteld met de verdaagde studenten, wordt de examenzitting aldus tot 1 februari van het volgende academiejaar verlengd. »

Art. 10. In artikel 17, § 1, 1e lid van hetzelfde besluit worden de woorden « van de Hogeschool » ingevoegd tussen de woorden « Als het reglement van de studies » en « dat uitdrukkelijk bepaalt, ».

Art. 11. In artikel 18, 1e lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « wordt wanneer zij zich voor het examen inschrijven. » vervangen door de woorden « , ten laatste een maand vóór het begin van de proeven ».

Art. 12. In artikel 23, 4e lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « de gedetailleerde resultaten van de evaluaties van het onderwijs » vervangen door « de gedetailleerde resultaten met betrekking tot de onderwijsevaluaties ».

Art. 13. Dit besluit treedt in werking vanaf 15 september 2008.

Art. 14. De Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 augustus 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Vice-Présidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3330

[2008/203406]

11 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007 modifiant les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sur le réseau des sociétés de transport en commun de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 8^o;

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, notamment l'article 2, 1^o, a);

Vu l'arrêté royal n^o 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport de voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun, modifié par l'arrêté royal n^o 238 du 31 décembre 1983, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 1992, fixant la formule et les modalités d'adaptation annuelle des tarifs pour le transport des voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun en Région wallonne, modifié le 1^{er} septembre 1994, le 14 septembre 1995 et le 11 janvier 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1993 fixant la procédure et le calendrier de transmission des propositions de structures tarifaires pour le transport en commun en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007 modifiant les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sur le réseau des sociétés de transport en commun de la Région wallonne;

Sur la proposition du Ministre des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. Au point 8.1 de l'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007, la mention "moins de 6 ans" est à remplacer par "moins de 12 ans".